



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

26 août 2026

PARLEMENT CONFEDERAL DE L'AES :

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PROF. KOMI SELOM KLASSOU A PRIS PART A L'OUVERTURE A NIAMEY

Lomé, 26 août (ATOP) - La première session confédérale des Parlements de la Confédération des Etats du Sahel (AES) s'est ouverte, le lundi 24 août à Niamey au Niger, sous la devise « Un espace, un peuple, un destin ».

Un moment historique pour le Burkina Faso, le Mali et le Niger, qui ont vu naître, la dernière instance des institutions de la Confédération : un Parlement confédéral. Le président de l'Assemblée nationale, Prof. Komi Selom Klassou, représentant Président du Conseil a pris part à cette ouverture inaugurale en tant qu'invité d'honneur avec une délégation de députés.

La cérémonie a été présidée par le président de l'Assemblée législative de Transition du Burkina Faso, président des sessions confédérales de l'AES, Ousmane Bougouma en présence du Premier ministre de la République du Niger, Lamine Zeine Ali Mahaman. Elle a été marquée par l'installation solennelle des 45 députés confédéraux issus des Assemblées statutaires des trois pays. Désormais investis, ces parlementaires incarnent pour la première fois, une voix confédérale commune, appelée à porter les aspirations des peuples du Sahel.



Le président Klassou lors de son allocution

SOMMAIRE

<i>ECHOS DE LA CAPITALE</i> -----	3-6
<i>NOUVELLES DES PREFECTURES</i> -----	6-19
<i>NOUVELLE DE L'ETRANGER</i> -----	20-21
<i>SPORTS</i> -----	22-24

« Une seule boussole, l'intérêt supérieur du peuple »

Le président de l'Assemblée législative de Transition du Burkina Faso, Ousmane Bougouma a porté à la tribune, le message du Capitaine Ibrahim Traoré, président du Faso, adressé aux députés confédéraux.



Vue partielle des participants



Le président Klassou et ses pairs de l'AES

« Au moment où vous ouvrez les travaux de votre toute première session, c'est mon devoir de vous rappeler que le Parlement confédéral de l'AES n'est pas une simple institution de prestige. Il se veut un outil efficace dans le dispositif institutionnel de notre espace confédéral. Vous devez, à cette fin, adresser les centres d'intérêts communs de nos populations, vous saisir des questions politiques régionales et animer les débats de géopolitique internationale. Je vous engage donc à avoir comme seule et unique boussole l'intérêt supérieur du peuple », a-t-il indiqué.

Togo, invité d'honneur

Aux côtés du Tchad, le Togo a pris part à cette cérémonie fondatrice en qualité d'invité d'honneur. A cette tribune, Prof. Klassou a porté les civilités du Président du Conseil. « Permettez-moi de vous transmettre les fraternelles et cordiales salutations du Président du Conseil du Togo, Faure Gnassingbé. Que les peuples de ces trois nations se dotent d'un espace commun de délibération, de représentation et de contrôle de la politique publique constitue, aux yeux de tout parlementaire, un progrès qu'il convient de saluer avec la considération qui sied à un acte de souveraineté ».

Le président de l'Assemblée nationale a insisté sur la profondeur des liens qui unissent le Togo aux trois nations de l'AES. « Il est vrai, le Togo n'est pas membre de votre Confédération ; il n'en demeure pas moins un voisin de toujours et un partenaire constant. Nos pays partagent une longue histoire et beaucoup de faits ethnolinguistiques et culturels qui démontrent que nous sommes les mêmes peuples. Le corridor reliant le Port Autonome de Lomé à Ouagadougou et Niamey n'est pas une simple infrastructure : il est l'artère vitale par laquelle transitent les échanges, la prospérité et l'espérance de nos populations avec celles des États de l'AES ». Une coopération parlementaire, a-t-il ajouté, que l'Assemblée nationale du Togo entend poursuivre « dans le strict respect des choix souverains propres à chaque État ».

Défis sécuritaires

Le président Klassou a également consacré une partie de son intervention au défi sécuritaire commun à la sous-région, y compris au Togo et a réaffirmé son attachement au dialogue interparlementaire et à la solidarité entre les peuples du Sahel. « Concernant les affres du terrorisme, c'est le lieu pour nous d'exprimer une pensée pieuse à la mémoire de toutes les victimes de ce fléau transnational qui frappe sans distinction mais, à des degrés divers, la plupart des pays de la sous-région ouest-africaine, y compris le Togo, mon pays. Dans cet état de vulnérabilité collective, la recherche de solutions coordonnées, efficaces et durables incombe en grande partie à nos parlements. Tout sera question de l'approche adoptée. En effet, prises isolément,

nos institutions parlementaires ne peuvent pas arriver à vaincre ce phénomène aux contours tentaculaires et complexes. Mais dans une dynamique de coopération interparlementaire et solidaire, nous parviendrons à relever les défis, à donner de l'espoir à la jeunesse africaine ».

Prof. Klassou a esquissé des pistes concrètes de collaboration : voter des lois harmonisées de lutte contre les groupes armés criminels, et mener conjointement des campagnes de sensibilisation des populations dans les zones frontalières.

Cette session inaugurale s'inscrit dans le prolongement d'un processus engagé depuis moins de trois ans avec la création de l'Alliance des États du Sahel, actée le 16 septembre 2023, transformée en Confédération par la signature de l'acte y afférent, le 6 juillet 2024, à Bamako.

La session va se poursuivre avec l'examen et l'adoption du projet de Règlement intérieur, puis la mise en place des commissions de travail.

ATOP/DHK/cellule de communication de l'Assemblée nationale)



ECHOS DE LA CAPITALE

LES PROFESSIONNELS DES MEDIAS APPELES A METTRE L'IA AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

Lomé, 26 août (ATOP) - Les professionnels des médias sont appelés à renforcer leurs compétences dans l'utilisation des outils numériques et de l'Intelligence artificielle (IA), afin d'améliorer la collecte, le traitement et la diffusion de l'information agricole.



Cette recommandation a été formulée à l'ouverture d'un atelier qui se tient les 26 et 27 août à Lomé par le Réseau des journalistes pour la promotion des produits agro-sylvopastoraux et halieutiques en Afrique de l'Ouest et au Sahel (ReJPAH-AOS), en collaboration avec la Fédération internationale des journalistes agricoles (IFAJ).

Placée sous le thème « L'information agricole à l'ère de l'intelligence artificielle », la rencontre vise à adapter le journalisme agricole aux mutations technologiques et à renforcer la contribution des médias au développement du secteur rural. Elle entend également favoriser une meilleure collaboration entre les professionnels des médias, les producteurs et les autres acteurs des chaînes agricole.

Les travaux portent notamment sur les possibilités offertes par l'IA dans le traitement et la production de contenus, ainsi que sur l'agriculture de précision et les innovations technologiques. Ces outils peuvent contribuer à améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion des informations relatives aux techniques de production, aux marchés, aux innovations et aux opportunités économiques. Dans ce contexte, les médias sont appelés à jouer un rôle accru dans la vulgarisation des innovations et la mise à disposition d'informations utiles aux producteurs. Une meilleure circulation de l'information devrait ainsi contribuer à améliorer la prise de décision des acteurs et à favoriser la valorisation des produits agricoles.

Le représentant du ministre de la Communication, M. Antoine Afanou, a souligné la nécessité de mettre l'IA au service d'un journalisme agricole plus performant, capable d'accompagner les producteurs et de mieux faire connaître les innovations qui transforment progressivement le secteur. « Le développement agricole ne peut être durable si l'information qui l'accompagne ne l'est pas. L'agriculteur a besoin d'informations accessibles et fiables, les décideurs ont besoin d'une information documentée, les investisseurs ont besoin de comprendre les transformations en cours et les citoyens ont besoin de savoir d'où viennent leurs aliments », a-t-il déclaré. Il a également souligné que l'IA peut apporter des réponses concrètes aux besoins des producteurs. « Lorsque grâce à une technologie un agriculteur peut recevoir l'information plus rapidement, identifier plus tôt les maladies qui menacent sa culture, mieux anticiper les épisodes climatiques ou optimiser l'utilisation de l'eau et des intrants, cette technologie cesse d'être abstraite », a-t-il ajouté.

Le président du ReJPAH-AOS, Gilles Podjoley, a insisté sur l'évolution du rôle du journaliste agricole. « Le journaliste agricole du XXI^e siècle est un médiateur du savoir, un vulgarisateur scientifique, un éclaireur des politiques publiques, un promoteur de l'innovation, un veilleur de la sécurité alimentaire et un acteur du développement », a-t-il souligné. Il a ajouté que le journaliste « ne doit plus seulement raconter ce qui se passe dans le monde rural; il doit contribuer à transformer ce monde en mettant la connaissance au service de l'action ».

Le secrétaire général de l'IFAJ, Adrian Bell, a mis en avant la nécessité d'un usage responsable de l'IA dans le journalisme, notamment en matière de vérification des informations, de fiabilité des contenus et de respect des principes professionnels.

ATOP/AO/BA

HAPLUCIA/PREVENIR LA CORRUPTION A LA BASE :

LES ACTEURS DU SECTEUR VALIDENT DES OUTILS PEDAGOGIQUES



Lomé, 26 août (ATOP) - Des acteurs de l'éducation nationale sont, valident du 25 au 28 août à Lomé, des outils pédagogiques de l'enseignement préscolaire, du primaire, du secondaire général et technique et de l'alphabétisation, sur l'éducation à la lutte contre la corruption et à l'intégrité.

L'atelier, initié par la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA),

Les officiels et les acteurs de l'éducation nationale s'inscrit dans le cadre du projet d'intégration de l'éducation à la lutte contre la corruption dans les curricula d'enseignement et de formation au Togo. La rencontre constitue une étape dont l'ambition est de faire de

l'éducation un véritable levier de prévention de la corruption et de la promotion de l'intégrité.

Les outils pédagogiques, une fois validés, vont permettre de traduire les principes de la lutte contre la corruption et de la promotion de l'intégrité dans un langage accessible, adapté aux différents niveaux d'apprentissage et aux réalités de notre société. Ces outils devront encourager la réflexion, le dialogue et l'apprentissage par des situations concrètes.

Ces instruments permettront aux apprenants de comprendre ce qu'est la corruption, d'en identifier les différentes manifestations, d'en mesurer les conséquences et surtout de savoir comment adopter des comportements responsables face aux situations à risque. Ils vont permettre de susciter des discussions dans les salles de classe, dans les établissements de formation, dans les espaces de jeunesse et, plus largement, dans toutes les communautés où se construit la citoyenneté.



Le ministre, les officiels de la HAPLUCIA et du CEPES et RIESIP

Les participants auront à valider 34 projets de manuels, notamment 1 pour le préscolaire, 3 pour le primaire, 8 pour le premier cycle de l'enseignement secondaire général, 9 pour le second cycle de l'enseignement secondaire général, 1 pour le cycle court de l'enseignement technique, 6 pour le cycle long de l'enseignement technique et 6 pour l'éducation non formelle et l'alphabétisation.

Le président de la HAPLUCIA, Aba Kimélabalou a expliqué que les supports pédagogiques en cours de validation doivent tenir compte de l'âge et du niveau des apprenants, mais également des réalités auxquelles ils sont confrontés dans leur environnement familial, scolaire, professionnel et social. Il a ajouté que son institution veillera à ce que ces outils soient simples, pratiques et facilement utilisables par les enseignants, les éducateurs, les animateurs et les autres acteurs concernés.

En marge de cette formation, la HAPLUCIA a organisé une séance de sensibilisation, de partage du rendu (outils pédagogiques) des cellules de l'Université de Lomé et de l'Université de Kara à l'intention des membres du Conseil des établissements privés d'Enseignement Supérieur (CEPES), chargé de coordonner et d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur privé au Togo et du Réseau des institutions d'enseignement supérieur d'initiative privée au Togo (RIESIP). Cette sensibilisation permettra à ceux-ci de s'approprier le projet, avant de prendre part à l'atelier de validation du 31 août au 4 septembre prochain, où 16 unités d'enseignement seront validées pour leur usage dans l'enseignement supérieur.

Le président du CEPES, Kagbara Innocent, a fait savoir que « nous devons implémenter des unités d'enseignement dans nos institutions supérieures privées. Et ça va de l'éthique, de la bonne gouvernance. Il y a des unités d'enseignement qui seront enseignées au premier semestre, au semestre 3, au semestre 5, au parcours Licence, et également au parcours Master, pour que nous puissions, d'ici 20 ans, former une génération qui sera à même de lutter contre la corruption ».

La séance avec les membres de CEPES et de RIESIP s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Pr. Gado Tchangbédjé, ATOP/AR/SED/KYA

CROCODILE DANS UN ETANG A ADETICOPE :
LES POPULATIONS APPELEES A FAIRE PREUVE DE VIGILANCE



Lomé, 26 août (ATOP) – A travers un communiqué en date du mardi 25 août, le maire de la commune Agoè-Nyivé 6, Songhoi Kézié, informe la population d'Adétikopé qu'un crocodile a été signalé dans un étang situé derrière la Gendarmerie de la localité.

Le communiqué précise qu'au regard du risque que représente la présence de cet animal et afin de préserver la sécurité des personnes, l'accès à l'étang ainsi que sa

fréquentation sont formellement interdits jusqu'à nouvel ordre. Il est également interdit d'exercer toute activité aux abords immédiats de ce site.

Le maire invite la population, notamment les parents, les enfants, les jeunes, les pêcheurs et toutes les personnes ayant l'habitude de fréquenter cette zone, à faire preuve de vigilance et à se conformer aux exigences de sécurité.

Par ailleurs, l'autorité locale prie toute personne qui viendrait à apercevoir cet animal de ne pas tenter de l'approcher, de le capturer, de le provoquer ou d'intervenir de quelque manière que ce soit. La population est invitée à en informer immédiatement les autorités compétentes car un crocodile reste un animal dangereux et protégé.

ATOP/BA/AJA

NOUVELLES DES PREFECTURES

TCHAOUDDJO/CEDEAO :

LES ACTEURS LOCAUX SENSIBILISES SUR LES PROGRAMMES ET PROJETS AU TOGO



Sokodé, 26 août (ATOP) - Les acteurs locaux de Tchaoudjo ont été sensibilisés sur les programmes et projets de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) au Togo, le mardi 25 août à Sokodé.

Cette journée est initiée par la cellule CEDEAO-UEMOA du ministère des Finances et du Budget. Elle a permis de partager les informations, d'échanger les expériences et de renforcer la compréhension des interventions de la CEDEAO dans les

Le préfet Tchimblandja (2ème de la droite) ouvrant les travaux différents secteurs de développement.

Les acteurs ont suivi des communications sur « La mission de la Cellule et le Fonds régional pour la stabilisation et le développement (FRSD-CEDEAO) », « Les projets du Centre de la CEDEAO pour le développement du genre » et « Les projets de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA) ». Ces exposés, suivis de débats, leur ont permis de mieux connaître les programmes et projets et de discuter

directement avec les responsables en charge de leur mise en œuvre pour mieux comprendre les possibilités qu'offrent ces initiatives. Les participants ont également exprimé leurs préoccupations et formulé des propositions pour améliorer l'impact des interventions communautaires au bénéfice des populations.

Le préfet de Tchaoudjo, assumant les fonctions de gouverneur de région, Tchimbiana Yendoukoa Douli après avoir fait un rappel historique sur la CEDEAO, a appelé à la vigilance collective pour sauvegarder les acquis dont jouissent ses douze Etats membres dont le Togo. Il a exhorté les participants à coopérer étroitement avec les forces de défense et de sécurité, la chefferie traditionnelle et les leaders religieux. Cette vigilance partagée permettra, selon lui, de prendre les dispositions nécessaires pour déjouer les plans malveillants visant le pays.

La représentante du secrétaire permanent de la cellule CEDEAO-UEMOA, Mme Sotongbé Eléonore Adjoavi a rappelé que depuis sa création, la CEDEAO œuvre à promouvoir la coopération entre les Etats membres ; à faciliter la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux ; à renforcer les échanges commerciaux ; à développer les infrastructures régionales et à favoriser une croissance économique inclusive et durable. Elle a souligné

qu'une meilleure connaissance des programmes de la CEDEAO permettra d'améliorer la mobilisation des acteurs nationaux autour des projets communautaires, de renforcer la participation aux mécanismes régionaux et, surtout, de contribuer à une meilleure absorption des opportunités et des financements disponibles.

Le secrétaire général de la commune Tchaoudjo 1, Gmakagni Nikabou, a remercié la Cellule CEDEAO-UEMOA pour cette initiative qui a contribué à rapprocher davantage les institutions communautaires des citoyens et d'expliquer les mécanismes d'intervention de la CEDEAO permettant ainsi aux acteurs locaux de mieux comprendre les possibilités offertes. ATOP/TAA/MEK/SED



Officiels et participants

LE CONSEIL REGIONAL ET LES MAIRES PLANCHENT SUR LES PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT



Officiels et participants.

Sokodé, 26 août (ATOP) - Le Conseil régional de la Centrale et les maires ont échangé sur les actions à mener pour accélérer le développement du territoire, le mardi 25 août à Sokodé.

La rencontre vise à renforcer la coordination entre les différents acteurs locaux et à favoriser une gouvernance territoriale concertée et un développement harmonieux, inclusif et durable.

Les échanges ont notamment porté sur les mécanismes de coordination et de complémentarité des actions de développement, ainsi que sur l'articulation entre les projets régionaux et les plans de développement communaux. Les participants ont également engagé une réflexion sur l'élaboration d'un schéma directeur d'aménagement

et d'urbanisme des communes, considéré comme un outil essentiel pour assurer une meilleure organisation du territoire et une planification cohérente des investissements.

Le préfet de Tchaoudjo, assumant les fonctions de gouverneur de région, Tchimbiantja Yendoukoa Douli a appelé à donner au futur schéma directeur une portée concrète dans la conduite des politiques de développement. « L'enjeu est d'en faire un véritable outil d'aide à la décision et de partage du développement communal capable d'orienter les investissements, de hiérarchiser les priorités, de faciliter la mobilisation des ressources et de renforcer la cohérence entre les orientations communales et les politiques de développement régional et national », a-t-il souligné.



Le préfet Tchimbiantja (au micro) ouvrant la rencontre

Le président du Conseil régional, Kwakou Kalessou, a insisté sur la nécessité d'une synergie d'action entre l'institution régionale et les maires pour relever les défis du développement local. Il a expliqué que cette collaboration permettra notamment d'élaborer le plan de développement régional en s'appuyant sur les plans de développement communaux. Cette démarche, a-t-il précisé, devrait favoriser une gouvernance territoriale plus cohérente, plus efficace et davantage orientée vers les besoins des populations.

ATOP/TAA/MEK/AO

LE GROUPE TECHNIQUE DE TRAVAIL EN SANTE MENTALE DE LA CENTRALE MIS EN PLACE

Sokodé, 26 août (ATOP) - Le Groupe technique de travail en santé mentale et soutien psychosocial (GTT SMSPS) dans la région Centrale et sa gouvernance régionale ont été mis en place au terme d'un atelier le mardi 25 août à Sokodé.



Les participants.



Famille de la gouvernance du GTT SMSPS Centrale

L'atelier est organisé par le ministère en charge de la Santé, avec l'appui technique et financier du Fonds des nations unies pour l'enfance (UNICEF). Il a regroupé les acteurs des structures étatiques et non étatiques impliqués dans la vie sociale des populations. La rencontre a permis de renseigner les participants sur le GTT SMSPS et de partager avec eux les normes internationales concernant les Groupes techniques de travail en santé mentale.

Le GTT SMSPS-Centrale travaillera à apporter des réponses coordonnées dans la société auprès des populations en détresse psychologique ou en situation de handicap dans la région. Sa gouvernance régionale est composée de sept structures dirigées par la Direction régionale de la santé (DRS). Elle est chargée d'animer le Groupe à travers le

partage d'informations régionales. Autrement dit, en cas de détresse, de catastrophes ou lorsqu'une personne est en situation de handicap, une structure informée est tenue de partager avec les autres acteurs qui vont, chacun de leur côté, apporter leur soutien et le savoir-faire de leur secteur pour qu'ensemble, ils puissent être plus forts et coordonner les actions.

Le coordonnateur du Programme national des addictions aux produits psycho actifs, Prof. Balaka Abago a précisé que la mise en place du GTT SMS-PS-Centrale intervient après celui mis en place au plan national il y a deux mois. Il a souligné la nécessité de mettre en place des structures décentralisées afin d'apporter des soutiens rapides aux populations en détresse psychologique ou en situation d'handicap dans chaque région.

Le directeur régional de la Santé de la Centrale, Dr N'djao Akawulu s'est réjoui de la mise en place du Groupe dans la Centrale. Il a invité les acteurs à jouer leur partition et à travailler en synergie pour l'atteinte des objectifs. ATOP/JAE/MEK/BA

AVE/GOUVERNANCE LOCALE :

UNE JOURNEE PUBLIQUE DE REDDITION DE COMPTE A NOEPE

Kévé, 26 août (ATOP) – La commune Avé 2 a organisé, le mardi 25 août à Noépé, une journée publique de reddition du compte administratif gestion 2024-2025.



Des participants



Minsa Bassine expliquant sur les chiffres du CA

Cette initiative vise à renforcer la transparence dans la gestion des finances communales et à permettre aux citoyens de mieux comprendre la mobilisation et l'utilisation des ressources de la collectivité.

Pour l'année 2024, le compte présenté révèle que le budget prévisionnel de fonctionnement estimé à 135.702.621 F CFA a connu un déficit de 1.767.525 F CFA. Quant à l'investissement, sur une prévision de 70.117.951 F CFA, les dépenses s'élèvent à 28.292.761 F CFA, dégageant un excédent de 15.624.946 F CFA. L'exercice 2024 se solde par un excédent global de 13.857.421 F CFA.

Le compte administratif de 2025 soumis à l'appréciation des populations, indique un excédentaire budgétaire de 45.848.760 F CFA sur une prévision de 177.762.032 F CFA.

Le président de la Commission des affaires économiques et des finances, Anthony Gbedemah Elom et le responsable financier de la commune, Minsa Bassiziwé ont relevé les difficultés liées à la mobilisation des recettes non fiscales, notamment l'incivisme fiscal, la baisse des ristournes issues des recettes fiscales collectées par l'Office togolais des recettes (OTR) et les retards dans le versement de certaines ressources. MM. Gbedemah et Minsa ont appelé les citoyens à s'acquitter régulièrement de leurs taxes et autres obligations fiscales, soulignant que la mobilisation des ressources locales demeure essentielle au fonctionnement de la commune et à la réalisation des projets de développement.

Le secrétaire général de la commune, Panassim Hodabalo, a estimé que cette journée de restitution constitue une importante occasion d'échanges entre les responsables communaux et la population. Il a souligné l'importance de la transparence dans la gestion des affaires locales et invité les participants à maintenir le dialogue et à accompagner la commune dans la mise en œuvre de ses actions de développement.

L'adjoint au maire, Buamey Kossivi Dotse, a souhaité que cette restitution permette à chacun de mieux comprendre les efforts consentis par la commune et les défis auxquels elle reste confrontée. Il a invité les citoyens, les opérateurs économiques et l'ensemble des contribuables à faire preuve de civisme fiscal en s'acquittant régulièrement de leurs taxes et contributions. ATOP/KAT/BA/KYA

AGOE-NYIVE /RAPPORT ITIE 2024 :

LES ENTITES DECLARANTES FORMEES AU REMPLISSAGE DES FORMULAIRES

Agoè-Nyivé, 26 août (ATOP) - Les entités déclarantes engagées dans le processus de production du rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) ont pris part à un atelier de formation consacré au remplissage des formulaires, les 25 et 26 août à Adétikopé, dans la commune d'Agoè-Nyivé 6.



Les participants lors des présentations



Les participants

La rencontre vise à renforcer leurs capacités afin d'améliorer la fiabilité, la qualité et la cohérence des données collectées. La qualité des données transmises constitue un élément essentiel pour la crédibilité du rapport ITIE 2024. Les travaux permettent aux participants de revisiter les différentes étapes du processus de déclaration et de mieux cerner les exigences de la norme ITIE 2023. Ils sont également informés des principales constatations issues de l'étude de cadrage du rapport ITIE 2024.

Le coordinateur national de l'ITIE, Agbémadon Solété Kokou, a expliqué que le rapport vise à mettre en relation les informations communiquées par les entreprises extractives et celles fournies par les administrations publiques. Il a précisé que le document regroupe des données financières et non financières, notamment celles relatives aux recettes perçues par les services des douanes et des impôts. Le rapprochement de ces différentes déclarations permet d'identifier d'éventuels écarts entre les informations fournies par les entreprises et celles des administrations concernées, a-t-il ajouté. Lorsqu'un écart est constaté, des échanges sont engagés entre le conciliateur et les entités concernées afin de recueillir les éléments justificatifs nécessaires et de procéder au besoin aux corrections, a expliqué M. Agbémadon. Le coordinateur national a également indiqué que les écarts qui persistent après les vérifications sont maintenus dans le rapport. Celui-ci peut, par ailleurs, faire ressortir d'autres irrégularités et formuler des recommandations destinées à améliorer la transparence et la gouvernance dans le secteur extractif.

Cette démarche de l'ITIE participe aux efforts visant à consolider la transparence, la redevabilité et la bonne gouvernance dans le secteur extractif au Togo. ATOP/ASA/AO

KLOTO :**LA FAO RENFORCE LES CAPACITES DES MEDIAS SUR LA RESTAURATION DES PAYSAGES FORESTIERS**

Kpalimé, 26 août (ATOP) – L'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a ouvert, le mardi 25 août à Kpalimé, un atelier de quatre jours, consacré à la formation des professionnels des médias et de la communication sur la restauration des paysages forestiers et des terres dégradées dans la région des Plateaux Ouest.



Les officiels (le préfet au micro) au milieu



les journalistes

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet AFR100. Elle regroupe des journalistes, animateurs de radios communautaires, professionnels de la presse en ligne et autres acteurs de la communication locale. Elle vise à leur permettre de mieux maîtriser les notions liées à la Restauration des paysages forestiers (RPF) et à la gestion durable des terres, afin de produire des contenus adaptés aux réalités des communautés.

Les participants sont notamment formés à l'identification des besoins en communication, à la conception de messages de sensibilisation et à la production de contenus radiophoniques, journalistiques et numériques. Des travaux pratiques, des échanges d'expériences, des visites de terrain et des exercices de production sont également prévus.

Mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), avec un financement du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), le projet AFR100 accompagne les efforts de restauration des terres et des paysages dégradés, tout en contribuant à l'amélioration des moyens de subsistance des communautés rurales.

Le coordonnateur du projet AFR100, Abalo Atakoura, a indiqué que le Togo est confronté à la dégradation des terres, à la perte du couvert forestier et aux effets du changement climatique. Il a rappelé l'engagement du pays à restaurer 1,4 million d'hectares d'ici à 2030, tout en relevant que les initiatives et bonnes pratiques développées sur le terrain restent encore insuffisamment connues des communautés.

Le préfet de Kloti, Assan Koku Bertin, et le maire de Kloti 3, Asagbé Yawo, ont souligné la nécessité d'améliorer la communication autour des actions de restauration, afin de mieux faire connaître les efforts engagés et de renforcer la mobilisation des populations. Ils ont également relevé l'importance de la restauration des écosystèmes pour la commune, qui dispose d'un important potentiel naturel, agricole et touristique.

ATOP/ER/AYH/KYA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



SEMENCES PAYSANNES RESILIENTES :
DES PRODUCTEURS AGRICOLES RENFORCENT LEURS CAPACITES



Les participants après l'ouverture des travaux

les variétés locales, de faciliter leur multiplication et diffusion et de renforcer l'autonomie des producteurs. Elle est organisée par l'ONG Centre d'action pour le développement rural (CADR) avec l'appui de Action solidarité tiers monde (ASTM).

L'atelier est placé sous le thème « Qui possède les semences de ton champ ? Sélectionner et partager les semences paysannes, un droit des paysans reconnu et pourtant bafoué ». Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'appui aux dynamiques socioéconomiques et environnementales dans la commune Kloto 3 (PADySE Kloto 3). La rencontre vise à préparer les leaders producteurs semenciers identifiés dans leur zone à jouer un rôle actif dans la production, la conservation et la valorisation des variétés locales.

Les participants sont en formation sur les techniques de production et de sélection des semences, les méthodes de conservation et de stockage ainsi qu'à la gestion d'une banque communautaire de semences. Des séances pratiques sur le terrain complètent les enseignements théoriques. Trois modules seront partagés notamment la production agroécologique et son itinéraire technique, la production des semences paysannes, ainsi que la conservation des semences paysannes et la gestion d'une banque communautaire de semences.

Pour le chef de la division Agriculture durable et protection de l'environnement au CADR, Alexandre Essowè Pitassa, la formation intervient dans un contexte marqué par la disparition progressive de certaines semences paysannes et la réduction de la biodiversité agricole et alimentaire. Selon lui, ces semences sélectionnées, conservées et échangées depuis des générations par les agriculteurs, constituent à la fois un patrimoine agricole et culturel et un outil important d'adaptation aux changements climatiques.

Le directeur exécutif du CADR, Kumessi Evenunye Yaovi Maxwell a souligné que les semences ne sont pas de simples intrants agricoles, mais constituent un patrimoine agricole, biologique, culturel et économique à préserver et à transmettre aux générations futures.

Le directeur régional de l'Agriculture des Plateaux-Ouest, Kondé Yawovi Afidenyo a salué l'initiative, estimant que la disponibilité de semences de qualité, adaptées aux conditions agroécologiques locales et capables de résister aux effets des changements climatiques, constitue un enjeu majeur pour la sécurité et la souveraineté alimentaire du Togo.

L'adjointe au maire de Kloto 3, Mme Gawosso Senam a rappelé que la semence constitue l'un des fondements de l'agriculture. Elle a invité les producteurs à tirer profit de la formation, à partager leurs expériences et à rechercher ensemble des solutions adaptées aux réalités locales.

ATOP/AYH/DHK

Kpalimé, 26 août (ATOP) – Des leaders semenciers et producteurs agricoles de la commune Kloto 3 participent, du 25 au 27 août à Kuma-Tokpli, 14 km au nord de Kpalimé, à un atelier de renforcement de leurs capacités sur la production, la conservation et à la diffusion des semences paysannes résilientes.

La rencontre servira également de cadre au lancement de la Banque de semences paysannes de Kloto 3, un outil communautaire pour permettre de conserver

ZIO/ SANTE :**40 SAGES-FEMMES DE L'ENSF DE TSEVIE REÇOIVENT LEUR DIPLOME DE FIN DE FORMATION**

Tsévié, 26 août (ATOP) – 40 étudiantes sages-femmes, dont 6 béninoises de la promotion 2023-2026 de l'Ecole nationale des sages-femmes (ENSF) de Tsévié ont reçu leurs diplômes de fin de formation, le mardi 25 août à Tsévié.



Dr Atatsi remet le diplôme à une sage-femme



Les sages-femmes prêtant serment

Durant trois années de formation, les étudiantes sages-femmes ont suivi des cours théoriques et pratiques dans plusieurs disciplines, entre autres, l'obstétrique, l'anatomie, la physiologie, la pédiatrie, la néonatalogie, la biochimie, l'informatique et la médecine. La formation a été complétée par des stages pratiques dans des maternités, permettant aux apprenantes de renforcer leurs compétences professionnelles et de mettre en application les connaissances acquises.

Après la remise de diplômes, les récipiendaires ont prêté le serment d'Hippocrate en ces termes : « Au moment d'être admis comme membre de la profession médicale, je m'engage solennellement à consacrer toute ma vie au service de l'humanitéje le jure ». A l'issue de la prestation de serment, les sages-femmes ont été renvoyées dans l'exercice de leur fonction. Elles sont appelées à accompagner la femme pendant la grossesse, l'accouchement et après la naissance. Elles joueront un rôle essentiel dans la santé de la mère et du nouveau-né.



Les récipiendaires et officiels

Dr Atatsi Ayawo a félicité les lauréates et salué le travail accompli par l'équipe pédagogique et les familles durant la formation. Il a exhorté les bénéficiaires à poursuivre leur apprentissage, estimant que l'obtention du diplôme ne constitue pas la fin de la formation, mais le début d'une nouvelle étape professionnelle. Dr Atatsi a invité les nouvelles sages-femmes à exercer leur profession dans le respect de l'éthique et de l'humanisme pour sauver des vies humaines.

Le directeur de l'ENSF-Tsévié, Prof Koffi Edem Djadou a convié les diplômées à être ponctuelles, disponibles et dévouées dans l'exercice de leur fonction. « Il faut

La cérémonie a été aussi marquée par la remise de kits de sages-femmes aux dix meilleures étudiantes pour leurs efforts dans le travail. De plus l'UNFPA a offert à l'ENSF de Tsévié du matériel pédagogique, composé de trois ordinateurs, trois vidéoprojecteurs, trois vidéos pointeurs, trois disques durs externes, trois stabilisateurs de tension AVR, une photocopieuse monochrome A3 et une imprimante HP color laser MFP.

Le maire de la commune de Zio 1,

travailler sur les femmes comme si c'était ta maman, ta sœur ou ta cousine », a-t-il conseillé, appelant les nouvelles sages-femmes à éviter toute discrimination entre les patientes et à rester disponibles face aux urgences.

Le représentant de la représentante résidente de l'UNFPA au Togo, Dr Agbigbi Yawo, chargé de programme santé de la reproduction, a réaffirmé l'engagement de son organisme à accompagner le ministère de la Santé dans le renforcement des ressources humaines et des structures de formation. « Nous croyons fermement qu'une sage-femme bien formée et bien soutenue est le levier le plus puissant pour transformer les indicateurs de santé au Togo et par ricochet, réaliser les objectifs de développement durable », a-t-il rassuré. ATOP/AM/BBG/KYA

VO/PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :

LE SOUS-PROJET DE RESTAURATION A SEVA-TONO LANCE

Vogan, 26 août (ATOP) – L'Association pour la prise en charge des handicapés et des enfants déshérités (APCHED) a lancé son « sous-projet de conservation et de gestion durable du patrimoine naturel du complexe Lacs-Togo dans la préfecture de Vo », le mardi 25 août à Séva-Tonou, dans la commune Vo 4.



Aux communautés riveraines



M.Assigbley présentant le projet à la communauté

Ce sous-projet est un volet du projet « Renforcement de la résilience au changement climatique dans les communautés côtières du Togo (R4C-Togo) dans sa composante 3. Il est financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à travers le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières avec l'appui technique de l'Office du développement des eaux et forêts (ODEF).

L'objectif est de sensibiliser les parties prenantes sur l'importance écologique, économique et sociale des écosystèmes de mangrove, de susciter l'adhésion des acteurs et parties prenantes pour une mise en œuvre efficace et participative du projet. Il s'agit aussi de reboiser trois hectares de la berge des Lacs-Togo par des mangroves (rhizophoras), à appuyer les femmes d'une coopérative en matériels de travail adaptés pour leur autonomisation.

L'activité a été marquée par la présentation du sous-projet, ses objectifs, ses résultats escomptés et ses principales activités. Elle a permis aussi de sensibiliser l'assistance sur les enjeux et l'importance de l'implication des acteurs locaux dans la gestion durable des écosystèmes.

Le secrétaire général de la préfecture de Vo, Baboudou Séidou a encouragé toutes les parties prenantes à s'approprier pleinement ce projet. Il les a exhortés à participer à sa mise en œuvre et à veiller à ce que les actions entreprises traduisent les résultats durables au bénéfice des communautés, soulignant le rôle que joue la chaîne des Lacs

dans le pays. Le secrétaire général a réaffirmé sa disponibilité à accompagner ce projet pour le renforcement de la résilience des communautés riveraines.

Le représentant du coordinateur du projet R4C-Togo, M. Liassidji Kodjo Frédéric et le directeur préfectoral de l'Environnement et des Ressources forestières de Vo, Tchaa Katansaou ont entretenu l'assistance sur les avantages des palétuviers dans la protection des berges et la production des poissons. Les orateurs ont invité la population à accompagner le projet afin d'encourager les partenaires à d'autres actions dans le milieu.



Les participants à la cérémonie de lancement

Le directeur exécutif de l'APCHED, Assigbley Komi Edem a invité les communautés riveraines à accompagner le projet pour son aboutissement heureux et à participer aux activités du projet.

La cérémonie s'est déroulée en présence des autorités administratives, communales, traditionnelles et des représentants des organisations de la société civile dont le 1^{er} adjoint au maire de la commune Vo 4, Agbassé Komi. ATOP/AKS/SED/KYA

TCHAMBA:

LES AUTORITES S'ASSURENT DU BON DEROULEMENT DE L'ENREGISTREMENT BIOMETRIQUE

Tchamba, 26 août (ATOP) - Le préfet de Tchamba, Issaka Laguebande, et le maire de la commune Tchamba 1, Hamza Titikpina, ont effectué, le lundi 24 août, une tournée dans plusieurs centres d'enregistrement biométrique de la ville.



Les officiels supervisant l'opération dans une salle



Officiels, responsables et agents ensemble

La tournée s'est déroulée dans plusieurs centres notamment l'EPP Centrale, EPP Watouwa, EPP Larini, au Complexe Jean-Paul II et à l'EPP Iyiwa. L'objectif de cette descente est de constater l'affluence et s'assurer que toutes les dispositions sont prises pour faciliter le recensement des citoyens.

Le préfet et le maire ont félicité les agents recenseurs pour la qualité du travail accompli depuis le lancement de l'opération le 21 août. Ils ont invité les agents à faire preuve de patience, d'écoute et de vigilance afin que personne ne soit laissé de côté. Les deux autorités ont insisté sur la prise en charge prioritaire des personnes âgées et des personnes vivant avec un handicap. Elles ont rappelé que l'opération est gratuite et ouverte à tous, sans distinction puis exhorté la population à respecter les directives des agents et à sensibiliser les voisins à venir se faire enrôler.

Cette opération se poursuit jusqu'au 21 septembre dans la préfecture de Tchamba. ATOP/SA/MEK/BA

DOUFELGOU :**DES JEUNES FORMES EN AGROECOLOGIE REÇOIVENT LEURS ATTESTATIONS**

Niamtougou, 26 août (ATOP) – Une quarantaine d'étudiants, de stagiaires et de nouveaux bacheliers ayant suivi une formation sur l'agroécologie, l'aménagement des territoires et les enjeux liés au changement climatique au Centre international de développement agro-pastoral (CIDAP) de Baga, ont reçu leurs attestations de fin de formation, le mardi 25 août dans ledit centre.



Un chef canton remettant une attestation à une bénéficiaire



l'assistance

Organisée du 10 au 25 août autour du thème « Changement climatique et aménagement des territoires », la formation a permis aux participants de renforcer leurs connaissances et leurs compétences pratiques face aux défis environnementaux.

Les enseignements ont notamment porté sur le diagnostic climatique, avec un accent sur les causes, les manifestations et les effets du changement climatique sur l'environnement et les territoires. Les participants ont également été initiés aux techniques de restauration des sols et de gestion durable de leur fertilité, à travers le compost complet, le Bokashi, le Tithonia, les engrais verts COPACI et l'intensification des fumures.

La protection des terres a également occupé une place importante dans les apprentissages, notamment à travers l'installation de cordons pierreux, de diguettes antiérosives et en terre, ainsi que la réalisation de fosses et de buttes de drainage. La régénération naturelle assistée (RNA), les espaces écotouristiques, l'intégration de l'élevage à l'agriculture, l'initiation aux métiers verts, ainsi que la production de semences paysannes et de plants maraîchers, les systèmes d'irrigation à motopompe et la fabrication de biopesticides ont également été abordés.



Les officiels, le maire au micro



Officiels, formateurs, chefs et bénéficiaires ont posé

Au-delà des apprentissages théoriques et techniques, les apprenants ont échangé avec les chefs traditionnels, les membres des comités cantonaux de développement (CCD) et des comités villageois de développement (CVD). Ces échanges leur ont permis de confronter les connaissances acquises aux savoirs locaux et aux priorités d'aménagement des collectivités territoriales.

Le représentant du conseil de coordination du CIDAP et formateur, Bayamna Molgma Patrick, a expliqué que cette initiative vise à sensibiliser les jeunes et à les impliquer davantage dans le développement local et l'organisation de leurs cantons. Il s'agit également, a-t-il indiqué, d'encourager le travail collégial et d'offrir aux participants une orientation professionnelle leur permettant de mieux identifier leur rôle au service de leurs communautés.

Le directeur préfectoral de l'Environnement de Doufelgou, Lt. Tormangué Latchiribe, et son homologue de l'Agriculture, Taïrou Abdoul-Aziz, ont invité les participants à valoriser les connaissances acquises. Ils les ont également encouragés à devenir des « ambassadeurs du changement », en œuvrant pour un aménagement territorial conciliant développement socio-économique et protection de l'environnement, notamment à travers la préservation des forêts, la restauration des sols, le reboisement, la gestion durable des ressources naturelles et la réduction des déchets.

Le maire de la commune Doufelgou 1, Massoka Barima, a estimé que les compétences acquises constituent un atout important pour les futurs programmes d'aménagement local. Félicitant les participants pour leur engagement durant cette période d'apprentissage, M. Massoka les a invités à privilégier la mise en pratique des connaissances acquises sur le terrain. ATOP/SG/TAL/AR

Ogou : Mise en œuvre du projet « Tamarin » : les acteurs des Plateaux consultés

Atakpamé, 26 août (ATOP) - Un atelier régional de consultation consacré au lancement du projet « Tamarin Clean Cooking » s'est tenu le mercredi 26 août à Atakpamé.



Le gouverneur Dadja Maganawé saluant cette initiative



des participants et du spécimen de foyer

Portée par l'entreprise togolaise Tamarin Clean Cooking avec le soutien de S2 Services et hummingbirds, cette initiative vise à distribuer plus de 150 000 foyers améliorés à travers quatre régions du pays notamment Kara, Centrale, Plateaux et Maritime. L'objectif est de lutter contre la déforestation et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les échanges ont essentiellement porté sur l'urgence de passer de l'observation à l'action pour faire face à la dégradation progressive du couvert végétal et à l'impact sanitaire des foyers traditionnels, le basculement vers l'utilisation massive des foyers améliorés qui est une priorité d'action publique. Les participants ont suivi une présentation du mécanisme de la finance carbone et de la compensation internationale et sur l'importance de la consultation des parties prenantes. Ils ont aussi débattu du rôle des femmes reconnues comme actrices principales et premières bénéficiaires de cette transition énergétique, tant pour leur santé que pour leur autonomisation socio-économique.

Le gouverneur de la région des Plateaux, Général de brigade Dadja Maganawé, a souligné l'urgence environnementale et sanitaire qui pèse sur les populations locales. «

Derrière le mode de cuisson se trouvent des enjeux qui touchent directement notre environnement, la santé de nos familles et la qualité de vie de nos communautés. Chaque arbre abattu sans mesure alternative altère le visage de notre région. Chaque foyer traditionnel qui fume dans nos concessions compromet la santé de nos familles. Face à ce constat, nous ne sommes plus à l'heure de simples observations, nous sommes à l'heure des choix et de l'action », a-t-il indiqué.

Le chef projet, Ndongbok Durando a rappelé la dimension à la fois économique, environnementale et sociale du programme. « Notre foyer peut réduire la consommation de bois de plus de 60 % et le temps pour les collecter. Il réduit les flammes, la fumée, le temps de cuisson. C'est une contribution certes petite, mais très importante, car nous allons chercher les ménages les plus éloignés qui utilisent le foyer à trois pierres », a-t-il souligné. M. Ndongbok a fait savoir que grâce au mécanisme de la finance climatique et à la certification Gold Standard, la valorisation des réductions d'émissions sous forme de crédits carbone permettra de subsidier le coût de ces équipements, garantissant ainsi un accès universel à une énergie de cuisson propre, sûre et abordable pour les ménages.

ATOP/AY/KKT/BA

SOTOUBOUA :

L'AJAD EN ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

Sotouboua, 26 août (ATOP) - L'Association des jeunes artisans pour le développement (AJAD) a tenu son assemblée générale annuelle, le mardi 25 août à Sotouboua.

Cette rencontre a été organisée en partenariat avec Youth Panel Sotouboua avec l'appui financier de Plan International Togo. Les participants ont passé en revue les activités réalisées durant la période de juin 2025 à juillet 2026. Ce bilan a permis de mettre en lumière les acquis enregistrés, notamment les activités de sensibilisation dans les centres et ateliers de formation sur les Violences basées sur le genre ainsi que sur les rôles et responsabilités du patron et de l'apprenti. Ces sensibilisations ont contribué à une baisse du taux de grossesses précoces dans le secteur de l'artisanat, à la réduction des violences ainsi qu'à une prise de conscience accrue des jeunes filles à aller jusqu'au bout de leur apprentissage.

Les membres de l'association se sont engagés à travailler d'arrache-pied pour relever les défis. Ils ont, également, réfléchi sur l'avenir de l'association et envisagé de nouvelles actions à mener en faveur de l'épanouissement de la jeunesse.

Les participants ont recommandé l'élaboration des textes juridiques de l'association, le renforcement des capacités des membres et la recherche de nouvelles opportunités d'accompagnement. La multiplication des partenariats et la mise en œuvre d'initiatives pour améliorer les conditions de vie et de travail des jeunes artisans ont été également demandées.

Le représentant du maire de la commune Sotouboua 1, M. Bodjona Badibalaki a invité les adhérents à renforcer la cohésion entre eux et à définir une vision collective fondée sur la solidarité, l'engagement et la participation des jeunes au développement local.

La présidente de l'AJAD, Mlle Kao Essozolim et la présidente de Youth Panel Sotouboua, Mlle Bakou Essoham ont insisté sur la nécessité de maintenir une dynamique



Les participants

de collaboration avec les organisations locales de jeunes. Pour elles, cette synergie devrait permettre de mieux valoriser les compétences de ceux-ci, de promouvoir l'entrepreneuriat et l'artisanat tout en favorisant l'implication des jeunes dans les initiatives de développement de leurs communautés.

La chargée de l'engagement des jeunes de Plan International Togo à Sotouboua, Mlle Assoumanou Nihade et l'encadreur de Youth Panel Sotouboua, Kadanga ont exhorté les jeunes artisans à valoriser leur métier, à se définir des objectifs d'avenir et à monter des projets pour l'autonomisation de leur association.
ATOP/BTP/MEK/BA

DEVELOPPEMENT LOCAL :

LA COMMUNE KERAN 3 ENGAGE L'ELABORATION DE SON PDC

Kantè, 26 août (ATOP) - Le processus d'élaboration du Plan de développement communal (PDC) de la commune Kéran 3 a été lancé, le vendredi 21 août à Nadoba, à environ 24 km à l'est de Kantè.



La table d'honneur lors de la cérémonie



l'assistance lors de la cérémonie

L'activité a été présidée par le secrétaire général de la préfecture de la Kéran, Bello Séfiou, en présence du représentant du ministre délégué chargé du Développement local, M. Djori Adjéi, et du directeur régional de l'Aménagement du territoire de la Kara, Hassim Maliawaï.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation. Elle vise à doter la commune d'un outil de planification adapté aux besoins des populations, en vue de favoriser un développement local durable, inclusif et harmonieux.

L'élaboration du PDC devra notamment permettre de renforcer la participation des populations aux différentes étapes du processus et de favoriser leur appropriation du document. Elle entend mobiliser les acteurs locaux autour de la recherche de partenariats et de ressources nécessaires à la mise en œuvre des actions qui seront retenues. Le PDC constitue un document stratégique d'orientation permettant à la commune de planifier ses interventions et de définir les priorités de développement. Il devra contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations, notamment à travers le renforcement des services sociaux de base.

Le maire de la commune Kéran 3, Fakounafah Batinata, a souligné l'importance de ce processus pour permettre à la commune de mieux identifier ses priorités et de répondre efficacement aux besoins des populations. Il a invité les leaders communautaires, les organisations de la société civile, les responsables des différents comités de base et l'ensemble des populations à participer activement aux différentes étapes de l'élaboration du PDC.

ATOP/PAP/AO/BV

NOUVELLES DE L'ETRANGER

NIGERIA :

TINUBU LANCE UNE OPERATION DE SAUVETAGE APRES DES ENLEVEMENTS MASSIFS

Abuja, (Africanews) - Le président nigérian, Bola Tinubu a ordonné le mardi 25 août aux forces de sécurité de lancer une opération de sauvetage pour libérer des dizaines de personnes enlevées vendredi dans l'ouest du pays.

"Je suis indigné par l'enlèvement et le meurtre de citoyens innocents par des éléments criminels à l'intérieur de l'État", a-t-il déclaré sur X. "Ceux qui ont perpétré cette attaque lâche contre des Nigériens sans défense sont des ennemis de la paix et de l'humanité, et ils ne resteront pas impunis."

Des hommes armés ont kidnappé et tué des dizaines de personnes lors d'une attaque perpétrée pendant la prière du vendredi dans les villages de Dikera et Binzi, dans l'État du Niger.

Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux montre plusieurs centaines de personnes, dont beaucoup de femmes et d'enfants, rassemblées dans une forêt et présentées comme des otages enlevés à Dikera. Environ 600 personnes auraient été kidnappées selon les chiffres communiqués à Reuters, que le média n'a pas été en mesure de vérifier. Aucun bilan officiel n'a encore été communiqué. Un porte-parole de la police, Wasiu Abiodun, a affirmé à la BBC que plus de 40 personnes avaient été tuées.

Un survivant de l'attaque a déclaré à l'AFP la semaine dernière que les assaillants étaient des membres du groupe djihadiste Lakurawa, que certains chercheurs ont associé à une branche régionale du mouvement État islamique. Un autre survivant a accusé Ansaru, un autre groupe djihadiste local.

Le Nigeria lutte depuis 17 ans contre une insurrection djihadiste qui se concentre dans le nord-est du pays. Mais les violences interviennent parfois dans d'autres régions du pays, à l'instar de l'attaque de vendredi, qui s'est déroulée dans une zone du centre-ouest, près de la frontière avec le Bénin. Africanews

LA RDC SUSPEND LES UNIVERSITES PUBLIQUES DANS LES ZONES CONTROLEES PAR LE M23

Kinshasa, (Africanews) - Les autorités de la République démocratique du Congo ont ordonné le mercredi 26 août la suspension des activités dans les universités publiques situées dans des zones contrôlées par le M23.

Les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, se sont emparés de vastes portions des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu depuis 2021, y compris leurs capitales, Goma et Bukavu, au début de l'année dernière.

Dans un décret rendu public par un communiqué mercredi, le ministère de l'Enseignement supérieur a annoncé la suspension des activités académiques et para-académiques "jusqu'à nouvel ordre" dans plusieurs établissements de Goma et de Bukavu. Le ministère explique avoir pris cette décision dans "un contexte marqué par une situation sécuritaire préoccupante affectant le fonctionnement normal des institutions académiques de ces deux provinces."

Dans un second communiqué, les autorités congolaises affirment avoir pris des dispositions pour permettre aux étudiants de mener à bien leur cursus. Les établissements situés dans les zones

non affectées par les conflits sont ainsi invités "à faciliter l'accueil et l'intégration académique des étudiants régulièrement inscrits dans les établissements touchés."

Un responsable du M23 a également annoncé sur X qu'un dispositif était en cours de mise en place pour permettre aux étudiants de poursuivre leurs études.

Au début du mois d'août, les autorités congolaises avaient dénoncé une série de nominations "illégalles" effectuées par le M23 au sein des comités de direction de plusieurs universités situées dans les zones sous son contrôle.

L'est de la République démocratique du Congo est en proie à des conflits depuis plus de trois décennies, impliquant de nombreux groupes armés qui se disputent ce territoire riche en ressources minérales.

Le dimanche 23 août, le gouvernement suisse a annoncé que la RDC et le M23 [s'étaient mis d'accord sur une feuille de route pour des pourparlers de paix](#) à l'issue de négociations menées en Suisse. (Africanews)

LE PRESIDENT RWANDAIS APPELLE A AGIR SUR LES CAUSES PROFONDES DU CONFLIT DANS L'EST DE LA RDC

Kigali, (Xinhua) - Le président rwandais Paul Kagame a appelé le lundi 24 août, lors d'une conférence de presse à Kigali, à s'attaquer aux causes profondes du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), affirmant que cette crise qui dure depuis des décennies ne peut être résolue en se contentant de rejeter la responsabilité sur le Rwanda ou d'imposer des sanctions à répétition.

M. Kagame a déclaré que ce conflit avait des racines historiques et politiques profondes impliquant la RDC, le Rwanda, les pays voisins et la communauté internationale. "Ce n'est pas le Rwanda qui a déclenché ce conflit, et pourtant on lui fait porter la responsabilité de l'origine du problème. Le problème du Rwanda a toujours été les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR)", a indiqué M. Kagame.

Il a souligné que la présence persistante des FDLR dans l'est de la RDC constituait une préoccupation majeure, notant que l'incapacité à résoudre le problème des FDLR avait contribué à maintes reprises à l'implication du Rwanda dans le conflit.

M. Kagame a remis en question l'efficacité des interventions internationales répétées, y compris les sanctions, affirmant que ces mesures n'avaient pas remédié à ce qu'il a qualifié de causes profondes du conflit. Il a soutenu qu'une paix durable passe par la compréhension des origines de la crise, la prise en compte des préoccupations des communautés touchées et la lutte contre les groupes armés opérant dans la région.

Depuis janvier 2025, la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) a intensifié ses offensives dans les provinces orientales de la RDC, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. La RDC accuse le Rwanda de soutenir la rébellion, une allégation que Kigali réfute.

Le gouvernement de la RDC et le M23 ont annoncé le samedi 22 août avoir développé "une feuille de route" pour les négociations de paix, définissant les différentes étapes et le calendrier des prochaines discussions. Xinhua

SPORTS

FOOTBALL/D2 NATIONALE :

DEPLACEMENT DIFFICILE POUR ASFOSA, KAKADL LE LEADER SE REND CHEZ AGOUWA

Lomé, 26 août (ATOP) – Dauphin de la JCA, au repos au cours de ce 10^{ème} chapitre du championnat, l'ASFOSA effectue, le mercredi 26 août, le déplacement d'Atakpamé pour affronter Ifodjè, avec l'ambition de se relancer. Dans la poule B, le leader Kakadl se rend chez Agouwa dans un match à enjeu.

Privés de victoire lors de la journée précédente, les Orange et Noir affrontent une formation d'Ifodjè qui occupe la 5^{ème} place. Fait intéressant, seulement quatre points séparent les deux équipes. En cas de succès des hommes de Boukari Hamadou, l'écart se resserrerait davantage, de quoi maintenir le suspense dans cette poule.

Un peu plus loin, à Womé, Maranatha FC évoluera devant son public face à Agaza. Les Messagers de Fiokpo, lanterne rouge, voudront s'imposer afin de gagner des places au classement. Les Verts de Tokoin, de leur côté, visent une victoire pour recoller au peloton de tête. Autant d'arguments pour pousser les deux formations à sortir le grand jeu et tenter de tirer leur épingle du jeu.

Au stade d'Anié, Abou Ossé se frotte à Arabia FC, qui demeure la seule équipe à n'avoir connu aucune défaite depuis le début du championnat. Les Chameaux de Tabligbo, 3^{ème} au classement, auront à cœur de prendre les trois points dans l'antre d'Abou Ossé, qui n'a enregistré aucun succès lors de ses cinq dernières rencontres.

La poule B est également sollicitée avec une phase retour qui s'annonce palpitante. Leader de la poule, Kakadl a affronté le mardi 25 août, le 5^{ème}, Agouwa, avec seulement cinq points d'écart entre les deux équipes. Agouwa a dominé Kakadl 2 – 0.

Avec l'objectif d'aller loin et de terminer à la première place, Badji Djamah, Ismaïl Adam et leurs coéquipiers visent une bonne prestation face à un adversaire capable de réaliser de bons résultats.

Mercredi, TAC recevra SARA FC. Deux équipes qui ont affiché leurs ambitions de rester dans la course à la montée en division d'élite. La pause aura certainement permis à chacune des formations d'effectuer quelques réglages avant d'aborder cette seconde partie de saison, où chaque point sera précieux.

En clôture, jeudi, Koroki Métété de Tchamba, qui s'est récemment séparé de son entraîneur, entamera une série de rencontres délicates avec la réception de Doumbé FC. Certes bon dernier avec seulement trois unités à son actif, le club de Tchamba pourrait s'inspirer de sa première et unique victoire de la saison, obtenue lors de la journée inaugurale face à ce même adversaire.

À défaut de pouvoir jouer les premiers rôles en tête du classement, il devient vital pour Koroki de faire le plein de points face à des adversaires à sa portée afin de viser, au minimum, le maintien en fin de saison.

Chaque équipe devra désormais s'appuyer sur son ossature pour proposer du jeu et faire la différence. Certaines pourront compter sur la fraîcheur physique de leur effectif,

tandis que d'autres miseront sur la rotation et une meilleure gestion des joueurs disponibles.

Autant d'éléments qui annoncent une seconde phase de championnat particulièrement disputée, dans une D2 Nationale qui ressemble de plus en plus à un véritable marathon. ATOP (Cellule de communication FTF)

ELIMINATOIRES CAN U23 2027 :

LE TOGO HERITE DE LA LIBYE AU PREMIER TOUR

Lomé, 26 août (ATOP) – Engagé dans les éliminatoires de la CAN U23 2027, le Togo connaît désormais son premier adversaire. Le tirage au sort effectué le mardi 25 août au Caire, en Égypte, a placé les Éperviers U23 face à la Libye au premier tour de la compétition.

La sélection togolaise recevra son adversaire lors de la première manche. Le match aller est programmé le 28 septembre 2026 à Lomé, avant le déplacement en Libye pour le match retour prévu le 6 octobre 2026.

Cette double confrontation constituera la première étape d'un parcours qualificatif qui se disputera en trois tours. En cas de qualification face à la Libye, les Éperviers U23 retrouveront le Ghana au deuxième tour. S'ils franchissent également cet obstacle, ils devront encore négocier un troisième et dernier tour pour espérer décrocher leur billet pour la phase finale de la CAN U23 2027.

Selon le calendrier établi pour ces éliminatoires, les rencontres du troisième tour sont notamment programmées les 22 et 30 mars 2027, respectivement pour les manches aller et retour. Ce dernier tour sera donc décisif dans l'attribution des places pour la phase finale.

L'Égypte accueillera la phase finale

La Coupe d'Afrique des Nations U23 2027 se déroulera en Égypte. Cette compétition continentale constitue l'un des rendez-vous majeurs pour les jeunes internationaux africains et offre aux différentes sélections l'occasion de se mesurer au plus haut niveau de leur catégorie.

Au-delà du titre continental, l'édition 2027 revêtra un enjeu particulier puisqu'elle servira également de tournoi africain de qualification pour les Jeux Olympiques de Los Angeles 2028. La CAN U23 joue ainsi un double rôle : consacrer la meilleure sélection africaine de la catégorie et déterminer les représentants du continent pour le tournoi olympique masculin de football.

Première étape : franchir l'obstacle libyen

Pour le Togo, les projections vers l'Égypte passent d'abord par cette double confrontation contre la Libye. Les Éperviers U23 tenteront de prendre une option à domicile le 28 septembre à Lomé avant d'aller chercher la qualification lors de la manche retour, le 6 octobre en Libye.

La route sera encore longue puisque trois tours sont au programme avant la phase finale. Mais l'objectif immédiat est désormais clairement identifié : franchir le premier obstacle libyen et poursuivre l'aventure dans ces éliminatoires de la CAN U23 2027. ATOP (Cellule de communication FTF)

ELIMINATOIRES CAN 2027 :**TOGO VS BURUNDI LE 25 SEPTEMBRE A 16H A KEGUE, ZAMBIE VS TOGO
LE 29 SEPTEMBRE A 18H A NDOLA (16H GMT)**

Lomé, 26 août (ATOP) – La Confédération Africaine de Football (CAF) a officialisé, le lundi 24 août 2026, les dates des deux prochaines rencontres du Togo dans le cadre des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2027. Les Éperviers accueilleront d'abord le Burundi à Lomé avant de se déplacer en Zambie quatre jours plus tard.

Le premier rendez-vous est fixé au vendredi 25 septembre 2026 au Stade de Kégué. Le Togo y recevra le Burundi à partir de 16 heures GMT, sur la pelouse naturelle de Kégué.

Pour cette rencontre, la CAF a désigné un quatuor arbitral mozambicain conduit par Celso Armindo Alvação. Il sera assisté d'Arsenio Chadreque Maringule et de Zacarias Horacio Baloi. Simões Bernardo Guambe officiera comme quatrième arbitre.

Après cette sortie à domicile, la sélection nationale togolaise mettra le cap sur la Zambie pour son deuxième rendez-vous de cette fenêtre internationale. Zambie vs Togo se disputera le mardi 29 septembre 2026 au Levy Mwanawasa Stadium de Ndola. Le coup d'envoi est programmé à 18 heures, heure locale, soit 16 heures GMT.

La rencontre de Ndola sera dirigée par l'arbitre soudanais Mahmood Ali Mahmood Ismail, assisté de ses compatriotes Omer Hamid Mohamed Ahmed et Abobakr Abdalbagi Ahmed Abofalg. Sabri Mohamed Fadul a été désigné quatrième arbitre.

Le calendrier des Éperviers pour cette séquence des éliminatoires de la CAN 2027 est donc désormais connu : le Burundi à Lomé le 25 septembre, puis la Zambie à Ndola le 29 septembre. ATOP (Cellule de communication FTF)

